



- Manquement d'État – Ressources propres – Association des pays et territoires d'outre-mer (PTOM) à l'Union européenne – Décision 91/482/CEE – Décision 2001/822/CE – Admission à l'importation dans l'Union en exemption de droits de douane des produits originaires des PTOM – Certificat de circulation des marchandises EUR. 1 – Délivrance irrégulière de certificats par les autorités d'un PTOM – Droits de douane non perçus par les États membres d'importation – Article 4, paragraphe 3, TUE – Principe de coopération loyale – Responsabilité de l'État membre entretenant des relations particulières avec les PTOM concernés – Obligation de compenser la perte de ressources propres de l'Union causée par la délivrance irrégulière de certificats EUR. 1 – Importations de lait en poudre et de riz en provenance de Curaçao ainsi que de gruau et de semoule en provenance d'Aruba : [CJUE 31-10-2019 aff. 395/17](#)
- Manquement d'État – Ressources propres – Association des pays et territoires d'outre-mer (PTOM) à l'Union européenne – Décision 91/482/CEE – Article 101, paragraphe 2 – Admission à l'importation dans l'Union en exemption de droits de douane des produits non originaires des PTOM se trouvant en libre pratique dans un PTOM et réexportés en l'état vers l'Union – Certificats d'exportation EXP – Délivrance irrégulière de certificats par les autorités d'un PTOM – Article 4, paragraphe 3, TUE – Principe de coopération loyale – Responsabilité de l'État membre entretenant des relations particulières avec le PTOM concerné – Obligation de compenser la perte de ressources propres de l'Union causée par la délivrance irrégulière de certificats d'exportation EXP – Importations d'aluminium en provenance d'Anguilla : [CJUE 31-10-2019 aff. 391/17](#)

## SOCIAL

### Sites institutionnels

- [Ministère du travail](#) : Les jours fériés sont-ils chômés ?
- [Ministère du travail](#) : Dossier de Presse | 20 mesures pour l'emploi à la réunion : Plan Pétrel
- [Ministère du travail](#) : De nouveaux droits pour les salariés démissionnaires
- [Ministère du travail](#) : A la demande des CFA, le ministère du travail accélère encore la mise en œuvre de la réforme de l'apprentissage
- [Ministère de la santé](#) : Lancement de la complémentaire santé solidaire
- [Direction Générale des Entreprises \(DGE\)](#) : Mixité et égalité professionnelle dans les entreprises
- [Unedic](#) : Assurance chômage : on refait le point. Quelles évolutions au 1er novembre ?
- [Unedic](#) : Règles relatives aux contributions prévues par le décret n°2019-797 du 26 juillet 2019 relatif au régime d'assurance chômage
- [Cnav](#) : Circulaire n° 2019-26 du 29-10-2019 - Le principe de non acquisition de nouveaux droits à retraite – annule et remplace la circulaire Cnav n° 2018-19 du 3 août 2018
- [France stratégie](#) : France Stratégie présente la nouvelle composition du Conseil d'orientation pour l'emploi (COE)
- [Urssaf](#) : Conjoint salarié, associé ou collaborateur : des obligations déclaratives existent
- [Urssaf](#) : Taux accidents du travail : fin du taux bureau au 31 décembre 2019
- [Urssaf](#) : Le taux AT/MP en ligne obligatoire pour les entreprises de plus de 149 salariés
- [CFDT](#) : Accords minoritaires : précisions inédites sur la consultation des salariés
- [CFDT](#) : Protocole préélectoral : le défaut de loyauté annule les élections
- [CFDT](#) : Licenciement lié à une action en justice : sur qui pèse la charge de la preuve?
- [Cnamts](#) : Circulaire n° 38/2019 - Préciser les modalités de réalisation des enquêtes risques professionnels
- [MSA](#) : Dossier de presse – La nouvelle complémentaire santé solidaire

### Jurisprudence

- Article L 8271-6-1, alinéa 1, du code du travail dans sa version antérieure à la loi n° 2016-731 du 3 juin 2016 : [Cass. crim. 1510-2019 n° 19-81.632](#)

### Au Journal Officiel

- [Décret n° 2019-1084 du 24 octobre 2019](#) relatif au transfert de la gestion du service de l'allocation de solidarité aux personnes âgées à la Caisse centrale de la mutualité sociale agricole

- [Décret n° 2019-1086 du 24 octobre 2019](#) portant diverses dispositions relatives à la mobilité à l'étranger des apprentis et des bénéficiaires de contrats de professionnalisation
- [Arrêté du 2 octobre 2019](#) relatif aux critères des recrutements opérés hors expérimentation, soit sur proposition du service public de l'emploi, soit directement par les entreprises adaptées, et susceptibles d'ouvrir droit aux aides financières de l'Etat (Rectificatif)
- [Arrêté du 18 octobre 2019](#) portant création et répartition des unités de contrôle de l'inspection du travail
- [Décret n° 2019-1092 du 25 octobre 2019](#) relatif aux déclarations effectuées par le chef d'exploitation ou d'entreprise agricole auprès du centre de formalités des entreprises concernant le statut de son conjoint, de son partenaire lié par un pacte civil de solidarité ou de son concubin
- [Arrêté du 23 octobre 2019](#) relatif au contenu de la demande d'attestation du caractère réel et sérieux des projets professionnels des salariés démissionnaires
- [Arrêté du 14 octobre 2019](#) relatif à la certification mentionnée à l'article L. 6316-1 du code du travail des organismes de formation de l'enseignement agricole public
- [Arrêté du 18 octobre 2019](#) relatif à l'agrément de certains accords de travail applicables dans les établissements et services du secteur social et médico-social privé à but non lucratif
- [Décret n° 2019-1103 du 30 octobre 2019](#) relatif à la mise en application de majorations du complément de libre choix de mode de garde de la prestation d'accueil du jeune enfant
- [Décret n° 2019-1106 du 30 octobre 2019](#) portant modification du décret n° 2019-797 du 26 juillet 2019 relatif au régime d'assurance chômage
- [Avis](#) relatif à un agrément en tant qu'institution de retraite professionnelle supplémentaire

## Union Européenne

- [Commission européenne](#) : Journée de l'égalité salariale : déclaration commune du premier vice-président Timmermans et des commissaires Thyssen et Jourová

# AFFAIRES

## Sites institutionnels

- [CEPC](#) : Avis n° 19-10 relatif à une demande d'avis d'un cabinet d'avocats sur l'applicabilité des articles L. 441-3 et L. 441-4 du code de commerce
- [CEPC](#) : Avis n° 19-9 relatif à une demande d'avis d'une organisation professionnelle portant sur des pratiques mises en œuvre par des fournisseurs invoquant un cas de force majeure | [economie.gouv.fr](#)
- [Ministère de la transition écologique et solidaire](#) : Jean-Baptiste Djebbari salue l'inscription des trottinettes électriques et autres nouveaux engins de déplacement personnel dans le code de la route
- [DGCCRF](#) : Amende de 45 000 € prononcée à l'encontre de la société BARRY CALLEBAUT FRANCE (numéro de SIRET 35271474500044)
- [DGCCRF](#) : Transactions et injonctions : pratiques relevées dans le secteur de la sécurisation des débits de tabac en région Centre-Val de Loire - [Communiqué](#)
- [Conseil national du numérique](#) : Lancement des consultations sur l'identité numérique : données, usages, inclusion : n'oublions pas l'avis des citoyens !
- [AMF](#) : Accord de composition administrative conclu le 7 mai 2019 avec la société Conseil Plus Gestion
- [AMF](#) : Décision de la Commission des sanctions du 28 octobre 2019 à l'égard de la société Financière Henry IV Société Nouvelle et M.Tony Csordas
- [AMF](#) : La Commission des sanctions de l'Autorité des marchés financiers sanctionne un conseiller en investissements financiers pour manquement à ses obligations professionnelles

## Jurisprudence

- Articles L. 335-2, L. 335-3 et L. 716-10 du code de la propriété intellectuelle : [Cass. crim. QPC 24-10-2019 n° 19-82.252](#)
- Article L. 611-2, II, du code de commerce : [Cass. com. QPC 17-10-2019 n° 19-14.098](#)
- Article 1646 du code civil : [Cass. 1<sup>ère</sup> civ. QPC 23-10-2019 n° 19-11.605](#)
- Article L. 661-6, III, du code de commerce : [Cass. com. 24-10-2019 n° 19-13.160](#)

## Au Journal Officiel

- [Décret n° 2019-1083 du 24 octobre 2019](#) relatif aux modalités de passation et d'exécution des contrats de service public de transport ferroviaire de voyageurs
- [Décret n° 2019-1092 du 25 octobre 2019](#) relatif aux déclarations effectuées par le chef d'exploitation ou d'entreprise agricole auprès du centre de formalités des entreprises concernant le statut de son conjoint, de son partenaire lié par un pacte civil de solidarité ou de son concubin
- [Avis n° 2019-A.C.-1 du 7 octobre 2019](#) de la Commission des participations et des transferts relatif à la contrepartie financière due par La Française des jeux en application de l'article 17 de l'ordonnance du 2 octobre 2019
- [Arrêté du 15 octobre 2019](#) pris en application des articles L. 251-2 et L. 251-6 du code du cinéma et de l'image animée et de l'article L. 132-25-1 du code de la propriété intellectuelle et portant extension des avenants n° 1 et n° 2 à l'accord du 6 juillet 2017 entre auteurs et producteurs d'œuvres audiovisuelles relatif à la transparence des relations auteurs-producteurs et à la rémunération des auteurs du 17 avril 2019
- [Décret n° 2019-1097 du 28 octobre 2019](#) modifiant les dispositions relatives aux offres au public de titres
- [Décret n° 2019-1098 du 29 octobre 2019](#) relatif aux intermédiaires en opérations de banque et en services de paiement
- [Décret n° 2019-1105 du 30 octobre 2019](#) décidant le transfert au secteur privé de la majorité du capital de la société anonyme La Française des jeux

## Union Européenne

- [RÈGLEMENT \(UE\) 2019/1753 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL du 23 octobre 2019](#) relatif à l'action de l'Union à la suite de son adhésion à l'acte de Genève de l'arrangement de Lisbonne sur les appellations d'origine et les indications géographiques
- [DÉCISION \(UE\) 2019/1754 DU CONSEIL du 7 octobre 2019](#) relative à l'adhésion de l'Union européenne à l'acte de Genève de l'arrangement de Lisbonne sur les appellations d'origine et les indications géographiques
- [Acte de Genève de l'arrangement de Lisbonne](#) sur les appellations d'origine et les indications géographiques
- [RÈGLEMENT D'EXÉCUTION \(UE\) 2019/1780 DE LA COMMISSION du 23 septembre 2019](#) établissant les formulaires types pour la publication d'avis dans le cadre de la passation de marchés publics et abrogeant le règlement d'exécution (UE) 2015/1986 (« formulaires électroniques »)
- [Résumé de la décision de la Commission du 27 juin 2019](#) infligeant des amendes pour défaut de notification d'une concentration en violation de l'article 4, paragraphe 1, du règlement (CE) no 139/2004 du Conseil et pour réalisation d'une concentration en violation de l'article 7, paragraphe 1, dudit règlement (Affaire M.8179 — Canon/Toshiba Medical Systems Corporation)
- [RECOMMANDATION \(UE\) 2019/1660 DE LA COMMISSION du 25 septembre 2019](#) relative à la mise en œuvre des nouvelles dispositions de la directive 2012/27/UE relative à l'efficacité énergétique en matière de mesure et de facturation
- [DIRECTIVE D'EXÉCUTION \(UE\) 2019/1813 DE LA COMMISSION du 29 octobre 2019](#) modifiant la directive d'exécution 2014/96/UE relative aux prescriptions en matière d'étiquetage, de fermeture et d'emballage des matériels de multiplication de plantes fruitières et des plantes fruitières destinées à la production de fruits relevant du champ d'application de la directive 2008/90/CE du Conseil, en ce qui concerne la couleur de l'étiquette pour les catégories certifiées de matériels de multiplication et de plantes fruitières et le contenu du document du fournisseur
- [Décision](#) de la Haute Représentante de l'Union pour les Affaires Étrangères et la Politique de Sécurité du 1er octobre 2019 relative aux modalités d'exécution concernant la protection des données à caractère personnel par le Service européen pour l'action extérieure et l'application du règlement (UE) 2018/1725 du Parlement européen et du Conseil
- [Décision](#) de la haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité du 1er octobre 2019 relative aux règles internes concernant les limitations de certains droits des personnes concernées à l'égard du traitement des données à caractère personnel dans le cadre du fonctionnement du Service européen pour l'action extérieure
- [Résumé de l'avis](#) du contrôleur européen de la protection des données concernant la révision des règlements de l'Union européenne relatifs à la signification ou à la notification des actes et à l'obtention des preuves en matière civile ou commerciale
- Marque de l'Union européenne – Admission des pourvois – Article 170 ter du règlement de procédure de la Cour – Demande ne démontrant pas l'importance d'une question de droit pour l'unité, la cohérence ou le développement du droit de l'Union – Non admission du pourvoi : [Ord. CJUE 22-10-2019 aff. 582/19](#)
- Marque de l'Union européenne – Procédure de nullité – Révocation de la décision initiale de la chambre de recours rejetant partiellement la demande en nullité de la marque de l'Union européenne verbale REPOWER : [CJUE 31-10-2019 aff. 281/18](#)

- Dessin ou modèle communautaire – Admission des pourvois – Article 170 ter du règlement de procédure de la Cour – Demande ne démontrant pas l'importance d'une question pour l'unité, la cohérence ou le développement du droit de l'Union – Non-admission du pourvoi : [Ord. CJUE 24-10-2019 aff. 614/19](#)
- Dessin ou modèle communautaire – Admission des pourvois – Article 170 ter du règlement de procédure de la Cour – Demande ne démontrant pas l'importance d'une question pour l'unité, la cohérence ou le développement du droit de l'Union – Non-admission du pourvoi : [Ord. CJUE 24-10-2019 aff. 613/19](#)

## IMMOBILIER

### Sites institutionnels

- [Ministère de la cohésion des territoires](#) : En un mois, le numéro national « info logement indigne » a déjà permis de prendre en charge 2000 demandes
- [Ministère de la Justice](#) : Réforme du droit de la copropriété des immeubles bâtis

### Au Journal Officiel

- [Arrêté du 17 octobre 2019](#) fixant le contenu du dossier de demande de l'agrément des sociétés de coordination mentionnées à l'article L. 423-1-2 du code de la construction et de l'habitation
- [Ordonnance n° 2019-1101 du 30 octobre 2019](#) portant réforme du droit de la copropriété des immeubles bâtis
- [Décret n° 2019-1104 du 30 octobre 2019](#) pris en application des articles L. 324-1-1 et L. 324-2-1 du code du tourisme et relatif aux demandes d'information pouvant être adressées par les communes aux intermédiaires de location de meublés de tourisme
- [Arrêté du 24 octobre 2019](#) relatif aux conditions d'application de l'intervention du fonds de garantie pour la rénovation énergétique

## CIVIL

### Sites institutionnels

- [Cnil](#) : Expérimentation de la reconnaissance faciale dans deux lycées : la CNIL précise sa position

## DIVERS

- Le ministre de l'agriculture est chargé de la police administrative des produits phytopharmaceutiques. Le maire d'une commune ne peut en aucun cas s'immiscer dans l'exercice de cette police spéciale par l'édition d'une réglementation locale : [Tribunal administratif de Rennes : Commune de Langouët et arrêté antipesticides](#)
- [Tribunal administratif de Clermont-Ferrand](#) : Livre blanc de la Médiation
- [Décret n° 2019-1089 du 25 octobre 2019](#) relatif à la certification des services en ligne de conciliation, de médiation et d'arbitrage
- [Arrêté du 25 octobre 2019](#) fixant les modalités de délivrance de l'autorisation d'exercer l'activité de consultation juridique et de rédaction d'actes sous seing privé pour autrui par les avocats inscrits à un barreau non membre de l'Union européenne

- [Arrêté du 25 octobre 2019](#) modifiant l'arrêté du 7 janvier 1993 fixant le programme et les modalités de l'examen d'aptitude prévu à l'article 99 du décret n° 91-1197 du 27 novembre 1991 organisant la profession d'avocat
- [Arrêté du 25 octobre 2019](#) modifiant l'arrêté du 7 janvier 1993 fixant le programme et les modalités de l'examen d'aptitude prévu à l'article 100 du décret n° 91-1197 du 27 novembre 1991 organisant la profession d'avocat
- [Ordonnance n° 2019-1110 du 30 octobre 2019](#) portant adaptation du livre II du code rural et de la pêche maritime au droit de l'Union européenne
- [JO Questions/Réponses Assemblée nationale n° 44 du 29-10-2019](#)
- [JO Questions/Réponses Sénat n° 43 du 31-10-2019](#)
- [Compte rendu du Conseil des ministres du 30-10-2019](#)
- [Bulletin Officiel Ministère de la Justice n° 2019-10 du 31-10-2019](#)